

Le Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur

1^{ère} vague – Printemps 2006

Le libéralisme culturel aujourd'hui

Etienne Schweisguth

CEVIPOF

Centre de Recherches Politiques de Sciences Po



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

Enquête réalisée par :

ifop

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.

Les données seront également déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007.

Citation du Baromètre Politique Français

Pour toute utilisation du Baromètre Politique Français ou de ses résultats, il convient d'utiliser la citation suivante :

- « Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur».

Un acronyme peut-être utilisé :

- « BPF (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur ».

Il convient d'accompagner toute citation d'une note de bas de page indiquant:

- "Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP. Les données seront également déposées et disponibles auprès du Centre de données socio-politiques de Sciences Po au printemps 2007".

Pour plus d'informations, contactez : viviane.lehay@sciences-po.fr

Le libéralisme culturel aujourd'hui

L'expression 'libéralisme culturel' a été forgée au début des années 1980 par deux chercheurs, Gérard Grunberg et moi-même, pour désigner un ensemble d'attitudes que nous caractérisions à l'époque comme hédonistes et antiautoritaires. Dans l'ambiance de la période immédiatement postérieure à mai 1968, il s'agissait de désigner un ensemble de valeurs qui exprimaient un rejet du système de valeurs traditionnel de l'époque dans le domaine des questions de société. Face au principe du respect inconditionnel de l'autorité, le libéralisme culturel était ainsi du côté du principe de l'autonomie individuelle. Par opposition à la morale rigoriste qui régnait encore officiellement dans le domaine des mœurs, et qui ne reconnaissait comme pratique légitime de la sexualité que celle qui avait pour cadre le mariage hétérosexuel, le libéralisme culturel soutenait le droit à la cohabitation hors mariage, à la contraception et à l'avortement. En matière de sécurité et d'ordre public, il prônait la compréhension et la prévention et se montrait réfractaire à la répression. S'agissant du nationalisme ou du patriotisme, il valorisait l'identité et l'épanouissement individuels plutôt que l'identité nationale et le sacrifice de soi à la nation.

Il avait comme autre grande caractéristique de constituer une dimension idéologique fortement liée au vote de gauche et d'être assez répandu dans les catégories de salariés moyens et supérieurs. D'une certaine manière, il était la manière spécifique d'être à gauche des classes moyennes et supérieures, même si les électeurs de gauche, dans ces catégories sociales, adhéraient fréquemment aussi aux valeurs de gauche traditionnelles dans le domaine socio-économique, dont le symbole emblématique à l'époque était la nationalisation des grands groupes industriels français.

Lorsque, à l'occasion de l'enquête sur les élections législatives de 1978 et de la rédaction du livre collectif du Cevipof, *France de gauche, vote à droite*, Gérard Grunberg et moi proposons le terme de libéralisme culturel, nous n'avons pas en tête une théorie élaborée et complexe sur le sujet. Quelques questions du questionnaire de l'enquête, portant sur la pilule, la discipline à l'école, la sévérité des tribunaux ou la fierté d'être français, nous ont permis de voir un phénomène socialement et politiquement important et nous ont incités à lui donner un nom.

Avec la répétition des grandes enquêtes électorales du Cevipof, en 1988, 1995, 1997 et 2002, notre réflexion va se développer et se préciser. Aujourd'hui il nous apparaît clairement que plusieurs sous-dimensions, sensiblement différentes, doivent être distinguées, à l'intérieur de l'ensemble désigné par le vocable de libéralisme culturel. Ces dimensions se différencient les unes des autres par les sujets sur lesquels elles portent, par leur ancrage dans les facteurs socio-démographiques qui les expliquent et par les liens qu'elles entretiennent avec les orientations politiques des Français.

Le développement des valeurs du libéralisme culturel a trouvé sa source dans les changements qui ont transformé la morphologie de la société française au cours de la

seconde moitié du vingtième siècle. La prodigieuse élévation du niveau de vie, l'urbanisation, la scolarisation de masse, le développement des grands médias audiovisuels et l'ouverture au monde extérieur ont bousculé l'ancien système de valeurs qui était adapté à une société rurale et austère de petites collectivités relativement fermées sur elles-mêmes, mais qui était en décalage avec la nouvelle société qui naissait. Ces changements ont promu l'individu humain comme nouvelle valeur phare. Non pas l'individu au sens où le 'chacun pour soi' serait devenu la règle dans notre société, mais l'individu humain en général. Pour trouver la grande valeur de notre époque, il n'est pas nécessaire d'aller chercher bien loin. Ce qui compte aux yeux de nos contemporains, c'est l'individu humain, sa vie, sa sécurité, son épanouissement, son bien être physique et moral. Dire cela, ce n'est en aucune manière dire que la valeur dominante aujourd'hui serait pour l'individu de se prendre lui-même pour fin et de subordonner le bien des autres au sien propre. Dans le système de valeurs de notre époque, c'est *l'individu en général* qui constitue la valeur cardinale. Nos institutions sont fondées sur le principe que l'organisation sociale doit avoir pour objectif la meilleure vie possible sur terre pour tout individu humain.

On peut distinguer trois grands types de domaines dans lesquels d'importantes évolutions des valeurs se sont produites. Dans le domaine des mœurs, de la morale sexuelle et familiale, on a assisté à une spectaculaire augmentation de l'acceptation du principe de libre choix individuel de son mode de vie. Un second domaine de changement est celui des valeurs humanistes et universalistes : malgré la montée d'un parti xénophobe, et bien que cela soit contre-intuitif, on peut affirmer que ces valeurs sont en progrès sur le long terme. Enfin, troisième grand domaine de changement, le principe d'autorité a été désacralisé alors que le principe d'autonomie individuelle a été considérablement revalorisé.

Tableau 1. Evolution de quelques indicateurs de valeurs de 1978 à 2006

	1978	1988	1995	1997	2002	2006
Pratique religieuse mensuelle	18	16	13	13	10	9
Effort et discipline	63	60	52	51	66	
Partisans de la peine de mort		64	56	50	52	38
Il y a trop d'immigrés en France (tout à fait ou plutôt d'accord)		69	75	60	66	54
Homosexualité acceptable (tout à fait d'accord)			27		30	44

Le changement des mœurs

Le changement des mœurs a été l'un des changements les plus spectaculaires qui se sont produits au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. Il s'est traduit par la légitimation d'une nouvelle pratique : la cohabitation hors mariage. Il s'est accompagné de la reconnaissance du droit des femmes au contrôle de la procréation à travers la légalisation de la contraception et de l'avortement. Les nouvelles valeurs dans le domaine de la morale familiale et sexuelle traduisent le nouveau système de valeurs fondé sur le principe de l'épanouissement de l'individu. La formation d'un couple, marié ou non, n'est plus d'abord l'union de deux familles ni un sacrement religieux : elle est avant tout un projet commun de deux individus en vue de leur épanouissement affectif. Aussi bien le couple peut-il être légitimement dissous s'il ne repose plus sur des sentiments partagés.

Ce changement dans les mœurs s'intègre dans le changement plus général qui a fait de l'épanouissement de l'individu humain la valeur cardinale de notre société. Ce changement doit beaucoup à l'élévation considérable du niveau de vie qu'a connue notre société depuis la seconde Guerre mondiale. Dans une société où la vie matérielle était beaucoup plus dure que de nos jours, l'ancienne morale prônait l'austérité. Les valeurs d'altruisme et d'abnégation qu'elle invoquait étaient souvent, en fait, mises au service d'une condamnation de la recherche du plaisir et de la satisfaction des désirs individuels. L'habitude des frustrations engendrées par la dureté de la vie avait développé une humeur générale de rigorisme. Dans les décennies d'après-guerre, la brusque augmentation du niveau de vie et la diffusion du confort ont fait paraître obsolètes les principes rigoristes qui s'opposaient à la recherche du plaisir et du bonheur individuels. Dans le domaine des mœurs, l'apparition des techniques modernes de contraception a été le déclic qui a permis aux nouvelles générations de décider de s'affranchir des anciens préceptes religieux qui circonscrivaient l'exercice de la sexualité au seul cadre du mariage, et qui répugnaient à accepter de prendre en considération la sexualité comme facteur de plaisir et d'épanouissement affectif des individus.

En ce domaine, le changement des valeurs s'est typiquement produit selon le modèle du changement par renouvellement des générations. Toutes les enquêtes montrent que les personnes âgées sont plus conservatrices en matière de mœurs que les jeunes. Ce n'est en aucun cas un effet du vieillissement. On ne devient pas plus hostile à l'avortement ou à l'homosexualité à mesure que l'on avance en âge. C'est même le contraire qui est vrai. Les analyses par cohortes (c'est-à-dire par tranches d'année de naissance) montrent que, en vieillissant, les cohortes âgées se sont rapprochées des plus jeunes générations, celles-ci les ayant en quelque sorte converties. Si les jeunes sont plus libéraux c'est que, dès l'âge de leur majorité, ils sont beaucoup plus libéraux que ne l'étaient leurs devanciers au même âge. Il en va de même de la pratique religieuse. Si les vieux pratiquent davantage, ce n'est pas que, en approchant du terme de leur vie, ils estiment nécessaires de se rapprocher de Dieu. Chaque génération arrive à l'âge de majorité avec un certain taux de pratique religieuse et tend à garder toute sa vie le même taux de pratique.

Le changement des valeurs dans le domaine des mœurs ne doit pas être interprété comme étant simplement un changement utilitariste et intéressé de la part de jeunes qui voulaient faire sauter les obstacles s'opposant à la satisfaction de leur libido. Il est bien certain qu'une telle motivation a été présente – les révolutions ne se font pas

seulement pour des idéaux – mais le changement des valeurs a dépassé le seul cadre de la justification donnée à l'exercice personnel de la pulsion sexuelle. Il est venu prendre place dans un changement plus général tendant à légitimer, de manière générale, la recherche de la satisfaction des désirs individuels, dans la mesure où ils ne sont pas contraire à l'intérêt général. C'est ainsi que la reconnaissance de la légitimité de l'activité sexuelle, pour elle-même, a été étendue par l'ensemble de la population à la minorité que constituent les homosexuels, selon le principe que la nature individuelle de chacun doit être reconnue et acceptée et doit pouvoir s'exprimer et s'épanouir.

Le Baromètre comporte une question portant sur la question de savoir si « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité ». Les résultats confirment les observations déjà faites dans d'autres enquêtes : la tolérance à l'égard de l'homosexualité est en augmentation rapide. De 1995 à 2006, l'acceptation de l'homosexualité est ainsi passée de 58% à 78%. Le croisement de cette question par l'âge et le diplôme confirme que cette question correspond bien au mécanisme de changement par renouvellement des générations. Au vu des tableaux 2a et 2b, on constate que l'opinion sur l'homosexualité dépend à la fois fortement de l'âge et du niveau d'instruction. Plus on est jeune et plus le niveau scolaire est élevé, plus on accepte l'homosexualité. On pourrait donc penser que, outre l'âge, le niveau scolaire a une influence importante sur l'opinion à l'égard de l'homosexualité. Le tableau 2c montre que, en fait, c'est l'effet de l'âge qui est déterminant : à niveau de diplôme égal, l'âge continue de jouer un rôle très important, alors que, à âge égal, le diplôme n'exerce qu'un effet réel, mais mineur.

Les valeurs dans le domaine de la morale familiale et sexuelle se traduisent généralement dans le domaine politique par des orientations politiques épousant les affinités respectives de la droite et de la gauche avec les valeurs religieuses. Ce résultat général se confirme lorsque l'on examine l'attitude à l'égard de l'homosexualité selon la personnalité politique préférée (Tableau 2e). Ceux qui se montrent le plus favorables à l'acceptation de l'homosexualité (70%) sont les partisans de Dominique Voynet. Les électeurs Verts se montrent toujours les plus libéraux en matière de libéralisme culturel. Viennent ensuite les partisans des personnalités d'extrême gauche et de gauche, avec des scores allant de 57% à 49%. Suivent les partisans des personnalités de la droite modérée avec des scores voisins de 40%. On remarquera que les partisans de Jean-Marie Le Pen ne se distinguent guère de ce point de vue de ceux de la droite modérée, résultat que l'on retrouve dans toutes les enquêtes : les électeurs lepénistes ne sont pas principalement des gens particulièrement religieux ou traditionalistes. L'attachement à la tradition religieuse se manifeste en revanche chez les partisans de Philippe de Villiers qui ne sont que 22% à juger l'homosexualité acceptable.

De manière générale, à notre époque où les grands systèmes idéologiques globalisants ont tendance à se déliter, les opinions relatives au libéralisme culturel ne sont guère reliées aux opinions concernant le domaine socio-économique. En revanche, elles peuvent être liées aux opinions relatives à l'ouverture ou à la fermeture de la France sur elle-même par rapport à l'Europe et au monde. Dans le cas présent, on voit que l'attitude à l'égard de l'homosexualité n'est guère reliée aux attitudes d'ouverture ou de fermeture. Le tableau 2d confirme que la tolérance à l'égard de l'homosexualité est plus le fait des électeurs de gauche que de ceux de droite, mais on

voit qu'elle est sans lien aucun avec le vote au référendum sur le traité constitutionnel. Elle n'a pas d'influence non plus sur l'attitude à l'égard de la mondialisation des échanges économiques. Elle a en revanche une petite influence sur la question, posée en termes généraux et non économiques, de savoir si la France doit s'ouvrir ou se protéger par rapport au monde extérieur.

Tableau 2a. Homosexualité acceptable, selon l'âge

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Age</i>	
18-34 ans	61
35-49 ans	50
50-64 ans	35
65 ans et +	21

Tableau 2b. Homosexualité acceptable, selon le diplôme

	<i>% tout à fait d'accord</i>
<i>Diplôme</i>	
Sans diplôme	32
CAP, BEP, BEPC	44
Bac	51
Bac + 2	53
Bac + 3 et au-delà	58
Elève ou étudiant	62

Tableau 2c. Homosexualité acceptable, selon l'âge et le diplôme
(*% tout à fait d'accord*)

	18-39 ans	40 ans et +
Non bac	58	33
Bac	62	44

Tableau 2d. Homosexualité acceptable selon gauche-droite et selon le vote au référendum
(*% tout à fait d'accord*)

	Gauche	Droite
Vote Oui	52	37
Vote Non	51	35

Tableau 2e Homosexualité acceptable selon la personnalité dont on se sent le plus proche

	<i>% tout à fait d'accord</i>
<i>Personnalité</i>	
Bayrou	40
Besancenot	52
Buffet	57
Chirac	41
Fabius	37
Laguiller	55
Le Pen	40
Royal	49
Sarkozy	40
Strauss-Kahn	53
Villiers	22
Voynet	70

Tableau 2f. Opinion sur l'ouverture de la France au monde selon l'attitude à l'égard de l'homosexualité.

(Estimez-vous que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ou se protéger davantage ?)

	<i>S'ouvrir davantage</i>	<i>Se protéger davantage</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>Homosexualité acceptable</i>				
D'accord	49	27	25	100%
Pas d'accord	39	35	26	100%

Tableau 2g. Opinion sur la mondialisation selon l'attitude à l'égard de l'homosexualité
(Pour un pays comme la France, la mondialisation est-elle plutôt une chance ou un danger ?)

	<i>Une chance</i>	<i>Un danger</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>Homosexualité acceptable</i>				
D'accord	26	44	30	100%
Pas d'accord	23	47	30	100%

Les valeurs humanistes et universalistes

L'installation à un haut niveau d'un parti xénophobe dans le paysage politique français pourrait faire penser que la xénophobie a augmenté depuis les années 1980. Plusieurs raisons, cependant, donnent à penser que cette vision des choses est simplificatrice et ne rend pas compte des changements de valeurs qui se sont produits en France dans la seconde moitié du vingtième siècle. Il n'est pas question de nier que la forte visibilité de la population issue de l'immigration depuis les années 1980 ait provoqué des tensions inter-communautaires et que celles-ci soient de nos jours attisées par la transposition sur notre sol des conflits du Moyen-Orient, surtout depuis le 11 septembre 2001. Mais cela ne doit pas empêcher de voir l'autre face de la médaille, qui est celle d'une très forte montée de la norme antiraciste dans notre société depuis la fin de la seconde Guerre mondiale. A ne s'en tenir qu'à l'évolution du nombre de ceux qui trouvent qu'il y a trop d'immigrés en France, on peut déjà constater que leur proportion n'a pas augmenté depuis 1988 : ils étaient alors 69%, ils sont tombés aujourd'hui à 54%.

L'évolution des opinions à l'égard des immigrés s'inscrit en fait dans une évolution à long terme des systèmes de valeurs consistant à affirmer l'égalité de valeur et l'égalité de dignité de tout individu humain, quelle que soit sa 'race', sa nationalité, son sexe, son âge ou son rang social. Ce principe est dans la logique d'une 'société des individus' fondée sur l'idée démocratique. Il traduit l'idée que la valeur d'un individu humain dépend éventuellement de son mérite, de ce qu'il fait, mais ne dépend pas de ce qu'il est sans qu'il en soit responsable. Il émerge chez les humanistes de la Renaissance qui rompent avec la conception médiévale d'un univers hiérarchique, il s'épanouit au siècle des Lumières, et il trouve une première concrétisation avec la Révolution de 1789 qui rend les citoyens égaux selon la naissance en abolissant les ordres. Dans la seconde moitié du vingtième siècle, il va trouver deux nouveaux terrains d'application privilégiés : celui de l'égalité de valeur entre les hommes et les femmes et entre les nationaux et les étrangers.

Si le principe de l'égalité de valeur et de dignité des êtres humains a incontestablement pris de la force au cours de l'histoire, cela ne signifie pas pour autant qu'il gouverne totalement nos consciences. Prenant le risque de remettre en cause le dogme affirmé par certains selon lequel toutes les opinions, attitudes et valeurs seraient déterminées par des facteurs strictement sociaux et culturels, il est permis de faire l'hypothèse que le machisme et la xénophobie pourraient avoir quelque rapport avec des invariants anthropologiques. Que la norme de l'égalité hommes-femmes et la norme anti-raciste ait fortement progressé ne signifie pas qu'elles aient progressé partout également, ni que le machisme ou la xénophobie ne puissent pas sommeiller chez ceux-là mêmes qui pensent sincèrement adhérer aux grands principes humanistes. Dire que les normes féministe et anti-raciste ont progressé ne veut pas dire, que les tendances qu'elles visent à réprimer aient disparu.

Après le traumatisme provoqué par le nazisme et par la découverte des crimes auxquels pouvait mener le racisme, le développement économique et culturel des pays d'Europe a donné une impulsion décisive au principe de l'égalité de valeur humaine. L'élévation du niveau de vie a réduit les tensions et les frustrations sociales et elle a affaibli la propension à rechercher des boucs émissaires. Le développement de

l'instruction a fait progresser le sens de la relativité culturelle et l'aptitude à comprendre les mécanismes sociaux, affaiblissant ainsi la tendance à désigner l'Étranger comme responsable du mal. Le principe de l'égalité de valeur humaine et son corollaire, la norme anti-raciste, sont aujourd'hui des valeurs officielles fondamentales de notre société. On peut, en ce sens, parler de valeurs humanistes ou universalistes.

Deux questions du Baromètre constituent des indicateurs des valeurs universalistes : la question 'Il y a trop d'immigrés en France' et la question sur le rétablissement de la peine de mort. Lorsque l'on examine la distribution selon l'âge ou le diplôme des opinions relatives aux valeurs humanistes, on observe, comme dans le cas des questions relatives au libéralisme des mœurs, que l'adhésion aux valeurs humanistes est la plus élevée chez les plus jeunes et chez les plus diplômés (Tableau 3a et 3b). Mais si l'on examine l'effet conjoint de l'âge et du diplôme, on constate que la variable déterminante n'est plus l'âge mais le diplôme (Tableau 3c). A niveau d'étude égal, l'âge n'a peu ou pas d'effet sur l'attitude à l'égard des immigrés et sur l'opinion à l'égard de la peine de mort. En revanche, à âge égal, on est beaucoup plus favorable aux immigrés et beaucoup plus hostile à la peine de mort lorsque l'on a un niveau d'étude élevé. On voit ici combien le mécanisme de formation des valeurs humanistes diffère de celui de la formation du libéralisme des mœurs. Dans le cas du libéralisme des mœurs, on a assisté à la poussée de générations nouvelles qui voulaient se libérer du carcan que les traditions religieuses faisaient peser sur leur vie amoureuse. Les valeurs humanistes constituent, elles, des valeurs plus abstraites auxquelles on arrive plus par des processus de réflexion et de généralisation, processus qui sont grandement favorisés par un niveau scolaire ou culturel élevé

Comparé avec le cas du libéralisme des mœurs, le lien des valeurs humanistes avec la pratique religieuse est faible. Il est même inexistant dans le cas de la peine de mort. Le catholicisme constitue aujourd'hui un frein aux attitudes de non respect de la personne humaine. On a également pu montrer qu'il constituait un frein au vote Front National.

En revanche, il existe un lien fort entre les l'attitude à l'égard des valeurs humanistes et les orientations politiques (Tableau 3e). Cette dimension distingue fortement la gauche de la droite modérée, et cette dernière de l'extrême droite. S'agissant de l'attitude à l'égard des immigrés, seuls 17% des sympathisants de Dominique Voynet sont d'accord avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France. Cette proportion monte à 28% chez les partisans de Strauss-Kahn, qui apparaissent relativement fortement marqués par le libéralisme culturel. Elle s'étale de 39% à 50% lorsque l'on va de Ségolène Royal à Arlette Laguiller, en passant par Marie-Georges Buffet, Olivier Besancenot, François Bayrou et Laurent Fabius. Elle monte d'un cran dans la droite modérée, chez les sympathisants de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, aux niveaux respectifs de 64% et 69%. Elle atteint enfin des sommets chez les sympathisants de Philippe de Villiers, 89%, et de Jean-Marie Le Pen, 91%.

Le schéma est à peu de chose près le même lorsque l'on examine la distribution de l'opinion favorable à la peine de mort (Tableau 4e). Deux différences peuvent cependant être notées. Les sympathisants d'Arlette Laguiller, appartenant fréquemment aux catégories populaires, atteignent un niveau d'opinions favorables à la peine de mort qui les situe au même niveau que les sympathisants de la droite modérée. La seconde différence importante tient aux niveaux respectifs des

sympathisants de Jean-Marie le Pen et de Philippe de Villiers. Les sympathisants du premier se situent à un niveau beaucoup plus élevé, 86%, que ceux du second, 56%, ce qui correspond avec ce qui a déjà pu être observé de la forte propension à la 'punitivité' des électeurs du Front National.

Les enquêtes réalisées antérieurement par le Cevipof avaient déjà montré que les valeurs humanistes et universalistes étaient un facteur important de l'attitude favorable à la construction de l'Union Européenne. Bien que les peurs économiques et sociales associées à l'image d'une Europe jouant le rôle de fourrier du libéralisme économique aient joué un rôle très important dans le rejet du référendum européen de 2005, le Baromètre confirme que les valeurs humanistes universalistes continuent de jouer un rôle très important dans les attitudes à l'égard de l'Europe. Chez les électeurs qui ont voté non au référendum européen, les opinions hostiles aux immigrés ou favorables au rétablissement de la peine de mort augmentent fortement chez les électeurs de gauche, et très fortement chez les électeurs de droite, par rapport à ceux qui ont voté oui (Tableaux 3d et 4d). L'approbation du principe de la peine de mort passe ainsi de 18% chez les électeurs du oui de gauche à 36 % chez les électeurs du non de gauche, soit une augmentation de 18 points. Et elle passe de 29% chez les électeurs du oui de droite à 66% chez ceux du non de droite, soit une augmentation de 37 points.

Il se confirme ainsi qu'une même attitude est sous-jacente aux opinions à l'égard de la peine de mort, des immigrés et de l'Europe. Estimer que la vie de tout être humain, même celle d'un criminel, est porteuse d'une certaine valeur qui doit être respectée, considérer que les immigrés ne sont pas des 'inférieurs', et considérer que les habitants des autres pays d'Europe appartiennent à la même humanité que nous et que nous pouvons donc envisager un destin commun avec eux, sont trois attitudes qui renvoient à un même principe de reconnaissance de l'égale valeur, ou du moins d'un minimum de valeur, dans l'ensemble des êtres humains.

L'attitude d'ouverture ou de fermeture à l'égard des autres pays européens selon la position que l'on occupe sur l'échelle des valeurs humanistes universalistes se retrouve dans les attitudes à l'égard de la mondialisation. Les enquêtés estimant qu'il y a trop d'immigrés en France sont 43% à penser que la France ne doit pas s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui mais au contraire se protéger davantage. Ceux qui expriment leur désaccord avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France ne sont que 18% à estimer que la France doit se protéger davantage, soit une différence de 25 points (Tableau 3f). L'attitude à l'égard de l'immigration exerce même un effet sur les opinions relatives à la mondialisation de l'économie. Invités à dire si la mondialisation est une chance pour la France parce qu'elle lui ouvre des marchés et la pousse à se moderniser ou si, au contraire, elle est un danger parce qu'elle menace ses entreprises et son modèle social, les enquêtés hostiles à l'immigration répondant à 53% que c'est un danger contre 38% seulement chez ceux qui ne sont pas hostiles à l'immigration, soit une différence de 15 points (Tableau 3g). Les différences sont du même ordre de grandeur lorsque l'on examine les opinions sur l'ouverture au monde ou sur la mondialisation économique selon l'attitude à l'égard de la peine de mort (Tableaux 4f et 4g). Il est frappant de constater que l'attitude à l'égard des valeurs humanistes et universalistes a des conséquences jusque dans le domaine des opinions sur l'économie, quand il s'agit de la question de l'ouverture ou de la fermeture de la France aux autres

pays, alors qu'elles n'en ont pas sur les autres problèmes économiques tels que la flexibilité ou le contrôle de l'Etat sur les entreprises.

Tableau 3a. 'Il y a trop d'immigrés en France', selon l'âge

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Age</i>	
18-34 ans	37
35-49 ans	54
50-64 ans	63
65 ans et +	68

Tableau 3b. 'Il y a trop d'immigrés en France', selon le diplôme

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Diplôme</i>	
Sans diplôme	70
CAP, BEP, BEPC	60
Bac	42
Bac + 2	34
Bac + 3 et au-delà	23
Elève ou étudiant	24

Tableau 3c. 'Il y a trop d'immigrés en France', selon l'âge et le diplôme
(% tout à fait ou plutôt d'accord)

	18-39 ans	40 ans et +
Non bac	59	67
Bac	27	40

Tableau 3d. 'Il y a trop d'immigrés en France', selon gauche-droite et selon le vote au référendum
(% tout à fait ou plutôt d'accord)

	Gauche	Droite
Vote Oui	31	54
Vote Non	47	79

Tableau 3e 'Il y a trop d'immigrés en France', selon la personnalité dont on se sent le plus proche

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Personnalité</i>	
Bayrou	46
Besancenot	42
Buffet	40
Chirac	64
Fabius	47
Laguiller	50
Le Pen	91
Royal	39
Sarkozy	69
Strauss-Kahn	28
Villiers	89
Voynet	17

Tableau 3f. Opinion sur l'ouverture de la France au monde selon l'attitude à l'égard des immigrés.

(Estimez-vous que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ou se protéger davantage ?)

	<i>S'ouvrir davantage</i>	<i>Se protéger davantage</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>Il y a trop d'immigrés</i>				
D'accord	32	43	26	100%
Pas d'accord	57	18	26	100%

Tableau 3g. Opinion sur la mondialisation selon l'attitude à l'égard des immigrés
(Pour un pays comme la France, la mondialisation est-elle plutôt une chance ou un danger ?)

	<i>Une chance</i>	<i>Un danger</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>Il y a trop d'immigrés</i>				
D'accord	20	53	27	100%
Pas d'accord	29	38	33	100%

Tableau 4a. 'Il faudrait rétablir la peine de mort', selon l'âge

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Age</i>	
18-34 ans	26
35-49 ans	43
50-64 ans	42
65 ans et +	44

Tableau 4b. 'Il faudrait rétablir la peine de mort', selon le diplôme

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Diplôme</i>	
Sans diplôme	50
CAP, BEP, BEPC	44
Bac	29
Bac + 2	23
Bac + 3 et au-delà	14
Elève ou étudiant	13

Tableau 4c. 'Il faudrait rétablir la peine de mort', selon l'âge et le diplôme
(% tout à fait ou plutôt d'accord)

	18-39 ans	40 ans et +
Non bac	48	47
Bac	18	24

Tableau 4d. 'Il faudrait rétablir la peine de mort', selon gauche-droite et selon le vote au référendum
(% tout à fait ou plutôt d'accord)

	Gauche	Droite
Vote Oui	18	29
Vote Non	36	66

Tableau 4e. 'Il faudrait rétablir la peine de mort', selon la personnalité dont on se sent le plus proche

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Personnalité</i>	
Bayrou	25
Besancenot	27
Buffet	25
Chirac	46
Fabius	37
Laguiller	49
Le Pen	86
Royal	27
Sarkozy	48
Strauss-Kahn	19
Villiers	56
Voynet	6

Tableau 4f. Opinion sur l'ouverture de la France au monde selon l'attitude à l'égard de la peine de mort.

(Estimez-vous que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ou se protéger davantage ?)

	<i>S'ouvrir davantage</i>	<i>Se protéger davantage</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>Rétablir la peine de mort</i>				
D'accord	30	45	25	100%
Pas d'accord	52	22	26	100%

Tableau 4g. Opinion sur la mondialisation selon l'attitude à l'égard de la peine de mort
(Pour un pays comme la France, la mondialisation est-elle plutôt une chance ou un danger ?)

	<i>Une chance</i>	<i>Un danger</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>Rétablir la peine de mort</i>				
D'accord	18	58	25	100%
Pas d'accord	28	39	33	100%

Autorité et sécurité

Les deux thèmes de l'autorité et de la sécurité sont souvent liés dans le discours moral ou politique. En fait l'évolution des attitudes à l'égard de l'autorité et celle des attitudes relatives aux problèmes de sécurité ont peu de chose à voir l'une avec l'autre.

Le Baromètre ne comporte pas de question spécifique sur l'autorité mais les changements des attitudes dans ce domaine sont bien documentés grâce aux enquêtes du Cevipof et à l'Enquête Européenne sur les Valeurs. Ces deux séries d'enquête montrent que les attitudes relatives à l'autorité ont évolué de la même manière que les attitudes concernant les mœurs. Au cours de la seconde moitié du vingtième siècle l'amélioration des conditions de vie et l'élévation du niveau d'instruction ont favorisé la remise en cause des valeurs rigoristes qui prévalaient auparavant, développé l'esprit critique et remis en cause le principe de l'autorité inconditionnelle selon lequel les décisions des détenteurs de l'autorité ne devaient pas être discutées. Le principe d'autorité a été ainsi non pas aboli mais désacralisé. Pour la morale hédoniste, qui s'est répandue, l'autonomie individuelle n'est pas d'abord une revendication libertaire, mais plutôt un élément du bien être personnel. Les changements dans le monde du travail ont également infléchi les rapports d'autorité dans le sens d'une plus grande autonomie accordée aux individus. Dans une économie de plus en plus fondée sur le savoir et sur la circulation de l'information, un style d'autorité rigide est inefficace. L'organisation d'une entreprise doit de plus en plus être fondée sur l'initiative et l'autonomie de ses membres dans le travail. D'une autorité inconditionnelle, on est passé à une autorité conditionnelle, qui trouve sa légitimité en faisant la preuve de son efficacité.

Comme dans le cas des valeurs relatives à la morale familiale et sexuelle le changement a suivi le processus du renouvellement des générations. Chaque génération nouvelle a poussé plus loin la remise en cause de l'autorité inconditionnelle et l'affirmation du principe d'autonomie.

Certains changements allant apparemment dans le sens d'un retour à l'autorité se sont néanmoins produits. Ils ont bien entendu alimenté les commentaires médiatiques, toujours amateurs de scoops permettant de spéculer sur le retour des valeurs conservatrices.

Nous prendrons deux exemples. Le premier est celui d'une question posée régulièrement dans les enquêtes du Cevipof depuis 1978, dans laquelle on demande aux enquêtés si « l'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort » ou si « l'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique ». De 1978 à 1997, on a enregistré une baisse continue de la réponse 'discipline et effort' (Tableau 1). Le processus s'est déroulé selon le mécanisme du changement des valeurs par renouvellement des générations, chaque génération nouvelle se situant à un niveau moins élevé que la précédente dans l'adhésion au principe de 'discipline et d'effort' et tendant à conserver ce niveau dans la suite de sa vie. Mais l'enquête réalisée en 2002 a montré une brusque remontée de la réponse 'discipline et effort' dans toutes les générations. La raison en est simple : elle tient au développement des incidents violents qui ont eu lieu dans les établissements scolaires à la fin des années 1990. Devant ces violences, une partie de l'opinion a réagi, de manière aisément compréhensible, en demandant plus de discipline à l'école. On a

même vu des lycéens manifester pour demander plus de surveillants, alors que ceux-ci étaient jadis en quelque sorte l'ennemi de classe.

Le deuxième exemple est tiré de l'Enquête Européenne sur les Valeurs. Celle-ci a permis de comparer les attitudes des jeunes à l'égard de l'autorité, en France, à deux périodes de temps assez éloignées, en 1981 et en 1999. Le changement est spectaculaire. Dans les deux cas les 18-29 ans sont ceux qui demandent le moins que l'autorité soit renforcée, mais, alors que, en 1981, seuls 40% des jeunes déclaraient que ce serait « une bonne chose que l'autorité soit davantage respectée », en 1999 c'est 64% des jeunes qui partagent cette opinion, soit une augmentation de 24 points.

Ces deux résultats montrent indubitablement un retour en grâce de mots comme 'autorité' ou 'discipline' qui étaient mal reçus dans la période immédiatement postérieure à mai 1968, où il était 'interdit d'interdire'. Pour autant ils ne semblent pas indiquer une demande de retour à l'autorité de type inconditionnel, telle qu'on la connaissait avant la seconde Guerre mondiale. On ne voit pas que les jeunes demandent une restriction de leurs heures de sortie le soir, ni le retour aux châtiments corporels à l'école ou des punitions plus sévères quand ils sèchent les cours. On ne voit pas que les salariés demandent le retour à une autorité de style caporaliste. La vraie demande qu'expriment ces changements dans les réactions des enquêtés aux mots 'discipline' ou 'autorité' est une demande d'ordre et de sécurité face au développement des désordres et des violences.

Les opinions relatives au sentiment d'insécurité obéissent manifestement à une tout autre logique que celles relatives à l'autorité. Deux distinctions doivent être faites.

1) Une première confusion doit être levée. La montée de la demande d'ordre public et de sécurité, qui existe effectivement dans la population, ne doit pas être confondue avec une baisse générale des valeurs du libéralisme culturel. Dans la continuation de la tradition soixante-huitarde, une partie de l'opinion, en particulier la part de celle-ci se réclamant de la gauche humaniste, a un temps voulu nier la montée de la délinquance, en particulier la montée des actes violents, et a également voulu nier la montée dans la population d'une demande d'ordre et de sécurité. La montée de cette demande leur paraissait contradictoire avec leurs propres valeurs humanistes et leur rendait difficile d'admettre ce mouvement de l'opinion. On peut tout au contraire penser qu'il n'y a pas nécessairement contradiction entre la demande de sécurité et la montée des valeurs humanistes. Pour ces dernières, la vie, la sécurité et l'épanouissement de l'individu sont les valeurs cardinales d'aujourd'hui. On peut donc considérer qu'être humaniste implique de se soucier de ceux que des conditions sociales défavorables ont amené à la délinquance et amène à se montrer favorable aux politiques de prévention. Mais on peut aussi considérer qu'être humaniste implique de se soucier de la vie et de la sécurité de tout un chacun.

On notera d'ailleurs que la montée de la demande de sécurité ne s'est pas accompagnée d'un déclin des valeurs du libéralisme culturel en général ni d'un déclin des valeurs humanistes en particulier. La montée des opinions favorables à l'autorité, observée dans l'Enquête sur les Valeurs des Européens chez les jeunes depuis 1981, ne s'est par exemple accompagnée d'aucune diminution de la tolérance à l'égard de l'homosexualité. Bien au contraire la part de la population, jeune et non jeune, qui adhère à la fois au principe d'autorité et à celui de la tolérance à l'égard de

l'homosexualité, s'est considérablement accrue. Contrairement à l'idée qu'essayent périodiquement de relancer certains commentaires journalistiques, il n'y a pas eu de retour à l' 'ordre moral'. Le principe qui tend à dominer aujourd'hui peut se résumer, au contraire, par la formule : liberté privée et ordre public.

La montée de la demande de sécurité ne s'est pas non plus accompagnée d'une baisse des valeurs humanistes. L'hostilité à l'égard de l'immigration n'a pas augmenté. La demande de sécurité ne s'est pas traduite par une remontée des opinions en faveur de la peine de mort. Bien au contraire, l'idée qu'il faudrait rétablir la peine de mort est en baisse régulière depuis que cette question est présente dans les enquêtes du Cevipof. De 64% en 1988, les opinions favorables à la peine de mort sont tombées à 38% en 2006.

2) Une seconde distinction doit être opérée entre la demande de sécurité, d'une part, et, d'autre part, le sentiment d'insécurité tel qu'on le mesure dans les enquêtes d'opinion au moyen d'une question classique, où l'on demande aux enquêtés s'ils sont d'accord ou non avec la formule : « On ne sent en sécurité nulle part ».

Il est frappant de constater que les réponses à cette question obéissent à une logique exactement similaire à celle qui gouverne les réponses aux questions sur l'immigration et sur la peine de mort. Les réponses à cette question semblent être essentiellement structurées par la position occupée par les enquêtés sur l'axe qui va de la plus faible à la plus forte adhésion aux valeurs de l'humanisme universaliste et non pas par le contexte objectif d'insécurité que connaissent les enquêtés.

Les variations du sentiment d'insécurité selon l'âge et le diplôme sont exactement les mêmes que celles des questions sur l'immigration et sur la peine de mort. A diplôme égal, l'âge n'a aucun effet sur le sentiment d'insécurité. En revanche, à âge égal, on se sent beaucoup plus en insécurité chez les non titulaires du bac que chez les bacheliers (Tableau 5c). Dans son rapport rédigé à l'occasion du Panel Electoral Français de 2002, Vincent Tiberj avait déjà noté que le sentiment d'insécurité dépendait essentiellement de deux variables : le degré d'ethnocentrisme et le degré d'insécurité économique. Ces deux attitudes atteignant des niveaux élevés dans les milieux populaires, on retrouve, s'agissant du sentiment d'insécurité, la même distribution d'opinion selon la profession que pour les autres indicateurs des valeurs humanistes. Le sentiment d'insécurité est élevé chez les agriculteurs, les ouvriers et les employés, et il est faible chez les cadres supérieurs, les enseignants et les élèves ou étudiants (Cf. Annexe, tableau 9a).

Du point de vue des orientations politiques, le sentiment d'insécurité n'est pas lié avec le fait de se situer à gauche ou à droite chez ceux qui ont voté oui au référendum européen de 2005 (Tableau 5d). Un certain lien existe cependant chez ceux qui ont voté non. Le sentiment d'insécurité y est plus répandu chez les électeurs de droite. Par ailleurs, que l'on soit de droite ou de gauche, le sentiment d'insécurité est plus répandu chez ceux qui ont voté non. On peut faire l'hypothèse qu'il existe un lien entre un certain sentiment subjectif d'insécurité et l'idée que la sécurité résiderait dans une fermeture de la France par rapport à l'étranger et dans un repli sur l'indépendance nationale. Cette attitude semble particulièrement caractéristique des électeurs nonistes de droite, chez lesquels l'hostilité à l'immigration, le souhait du rétablissement de la peine de mort et le sentiment d'insécurité atteignent des sommets.

L'hypothèse selon laquelle le sentiment d'insécurité, tel qu'il est mesuré par cette question, s'intègre dans le sentiment subjectif plus général d'une menace venant de l'étranger est confortée par les relations du sentiment d'insécurité avec les questions relatives à l'ouverture de la France au monde. Les enquêtés déclarant un sentiment d'insécurité sont beaucoup nombreux, 32%, à penser que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui, que ceux qui se sentent en sécurité, 51% (Tableau 5f). Le sentiment d'insécurité a même une influence sur la question de la mondialisation des échanges économiques. Ceux qui ont un sentiment d'insécurité sont 52% à penser que la mondialisation constitue un danger pour la France, contre 41% seulement chez ceux qui ne partagent pas ce sentiment d'insécurité (Tableau 5g).

La ventilation du sentiment d'insécurité selon la personnalité politique préférée (Tableau 5e) se cale également dans ses grandes lignes sur celle des valeurs du libéralisme culturel. Les enquêtés déclarant le moins un sentiment d'insécurité sont les sympathisants de Dominique Voynet, 11%, et de Dominique Strauss-Kahn, 15%, qui sont aussi les plus libéraux en matière d'homosexualité, d'immigration et de peine de mort. Ceux qui déclarent le sentiment d'insécurité le plus élevé sont d'abord les sympathisants de Jean-Marie le Pen, 61%, suivis de ceux de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et Philippe de Villiers, entre 48% et 50%, auxquels viennent se joindre ceux d'Arlette Laguiller.

Mais l'examen de ces ventilations révèle une surprise de taille si on compare le sentiment subjectif d'insécurité que mesure le Baromètre avec le taux de délinquance objective dans les circonscriptions où vivent les enquêtés. Nous avons dichotomisé cet indicateur en classant en délinquance faible les zones où le taux de délinquance est inférieur à 85 actes de délinquance pour 1000 habitants, et en classant en délinquance forte les zones où il est égal ou supérieur à 85 pour 1000. Le résultat est extrêmement surprenant puisqu'il montre que les sympathisants des personnalités déclarant le plus faible sentiment d'insécurité, à savoir les sympathisants de Dominique Voynet, de Dominique Strauss-Kahn et de Marie-Georges Buffet sont ceux qui sont les plus nombreux à vivre dans des zones de forte délinquance. Inversement, ceux qui sont les plus nombreux à déclarer un sentiment d'insécurité, à savoir les sympathisants de Jean-Marie le Pen, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et Philippe de Villiers, sont parmi les moins nombreux à vivre dans des zones de forte délinquance.

L'ensemble de ces résultats ne permettent pas de conclure que le sentiment subjectif d'insécurité tel qu'il est mesuré par cette question n'a absolument aucun rapport avec les taux de délinquance objective. Mais il est clair que des attitudes de type idéologique et sans doute aussi de type émotionnel interviennent très fortement dans les réponses que les enquêtés donnent à cette question. Ces résultats suggèrent l'existence d'un syndrome idéologico-émotionnel de peur du déviant et de l'étranger, dont l'élucidation n'est manifestement pas terminée depuis l'ouvrage fondateur d'Adorno, *La Personnalité autoritaire*. Ils suggèrent également la nécessité d'analyses fines de terrain pour mieux comprendre les rapports entre la réalité des actes de délinquance et les réactions des électeurs.

Tableau 5a. Sentiment d'insécurité , selon l'âge

	<i>% ne se sentant en sécurité nulle part</i>
<i>Age</i>	
18-34 ans	32
35-49 ans	37
50-64 ans	44
65 ans et +	51

Tableau 5b. Sentiment d'insécurité, selon le diplôme

	<i>% ne se sentant en sécurité nulle part</i>
<i>Diplôme</i>	
Sans diplôme	52
CAP, BEP, BEPC	43
Bac	31
Bac + 2	25
Bac + 3 et au-delà	14
Elève ou étudiant	25

Tableau 5c. Sentiment d'insécurité, selon l'âge et le diplôme
(% ne se sentant en sécurité nulle part)

	18-39 ans	40 ans et +
Non bac	48	47
Bac	25	23

Tableau 5d. Sentiment d'insécurité, selon gauche-droite et selon le vote au référendum
(% ne se sentant en sécurité nulle part)

	Gauche	Droite
Vote Oui	28	32
Vote Non	37	50

Tableau 5e. Insécurité subjective et insécurité objective, selon la personnalité dont on se sent le plus proche

	<i>% ne se sentant en sécurité nulle part</i>	<i>% de sympathisants vivant dans une zone de délinquance forte</i>
<i>Personnalité</i>		
Bayrou	34	47
Besancenot	33	37
Buffet	27	57
Chirac	50	41
Fabius	41	36
Laguiller	48	49
Le Pen	61	36
Royal	31	43
Sarkozy	48	44
Strauss-Kahn	15	53
Villiers	48	44
Voynet	11	59

Tableau 5f. Opinion sur l'ouverture de la France au monde selon le sentiment d'insécurité.

(Estimez-vous que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ou se protéger davantage ?)

	<i>S'ouvrir davantage</i>	<i>Se protéger davantage</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>On ne se sent en sécurité nulle part</i>				
D'accord	32	41	26	100%
Pas d'accord	51	24	25	100%

Tableau 5g. Opinion sur la mondialisation selon le sentiment d'insécurité

(Pour un pays comme la France, la mondialisation est-elle plutôt une chance ou un danger ?)

	<i>Une chance</i>	<i>Un danger</i>	<i>Ni l'un, ni l'autre</i>	<i>Total</i>
<i>On ne se sent en sécurité nulle part</i>				
D'accord	18	52	29	100%
Pas d'accord	28	41	31	100%

ANNEXE

Tableau 6a. Homosexualité acceptable selon la profession

	<i>% tout à fait d'accord</i>
<i>Profession de l'individu</i>	
Agriculteur	19
Artisan, commerçant	35
Prof lib, cadre sup	44
Enseignant	55
Profession intermédiaire	47
Employé	46
Ouvrier	39
Etudiant, élève	63

Tableau 6b. Homosexualité acceptable selon la région

	<i>% tout à fait d'accord</i>
<i>Région</i>	
Grand Nord	43
Grand Ouest	46
Grand Sud Ouest	49
Grand Sud Est	39
Grand Centre	44
Grand Est	40
Ile de France	50

Tableau 6c. Homosexualité acceptable selon la pratique religieuse

	<i>% tout à fait d'accord</i>
<i>Religion</i>	
Catholique pratiquant	20
Catholique non pratiquant	41
Autre religion	34
Sans religion	59

Tableau 7a. 'Il faudrait rétablir la peine de mort' selon la profession

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Profession de l'individu</i>	
Agriculteur	39
Artisan, commerçant	46
Prof lib, cadre sup	24
Enseignant	7
Profession intermédiaire	31
Employé	44
Ouvrier	51
Etudiant, élève	13

Tableau 7b. 'Il faudrait rétablir la peine de mort' selon la région

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Région</i>	
Grand Nord	52
Grand Ouest	31
Grand Sud Ouest	34
Grand Sud Est	39
Grand Centre	41
Grand Est	45
Ile de France	30

Tableau 7c. 'Il faudrait rétablir la peine de mort' selon la pratique religieuse

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Religion</i>	
Catholique pratiquant	33
Catholique non pratiquant	43
Autre religion	28
Sans religion	32

Tableau 8a. 'Il y a trop d'immigrés en France' selon la profession

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Profession de l'individu</i>	
Agriculteur	62
Artisan, commerçant	60
Prof lib, cadre sup	39
Enseignant	22
Profession intermédiaire	49
Employé	62
Ouvrier	63
Etudiant, élève	24

Tableau 8b. 'Il y a trop d'immigrés en France' selon la région

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Région</i>	
Grand Nord	58
Grand Ouest	51
Grand Sud Ouest	55
Grand Sud Est	56
Grand Centre	56
Grand Est	56
Ile de France	46

Tableau 8c. 'Il y a trop d'immigrés en France' selon la pratique religieuse

	<i>% tout à fait ou plutôt d'accord</i>
<i>Religion</i>	
Catholique pratiquant	64
Catholique non pratiquant	60
Autre religion	38
Sans religion	41

Tableau 9a. Sentiment d'insécurité selon la profession

	<i>% ne se sentant en sécurité nulle part</i>
<i>Profession de l'individu</i>	
Agriculteur	43
Artisan, commerçant	34
Prof lib, cadre sup	21
Enseignant	7
Profession intermédiaire	31
Employé	49
Ouvrier	49
Etudiant, élève	25

Tableau 9b. Sentiment d'insécurité selon la région

	<i>% ne se sentant en sécurité nulle part</i>
<i>Région</i>	
Grand Nord	49
Grand Ouest	36
Grand Sud Ouest	38
Grand Sud Est	40
Grand Centre	44
Grand Est	41
Ile de France	34

Tableau 9c. Sentiment d'insécurité selon la pratique religieuse

	<i>% ne se sentant en sécurité nulle part</i>
<i>Religion</i>	
Catholique pratiquant	47
Catholique non pratiquant	43
Autre religion	32
Sans religion	32